REPUBLIQUE FRANÇAISE

ELECTIONS LEGISLATIVES DES 4 ET 11 MARS 1973

3e circonscription de Marseille (2e et 7e arrondissements)

MOUVEMENT REFORMATEUR

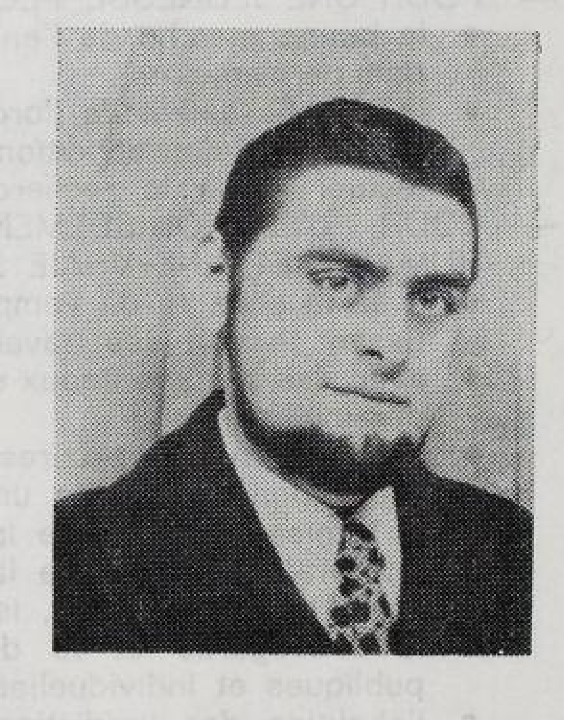


SIMONE CASSAGNE-IMBERT

— Conseiller municipal délégué.
— Vice-Présidente de la Fédération du Centre Démocrate des Bouches-du-Rhône.
— Membre du Conseil Politique National.
— Vice-Présidente Nationale des Femmes Démocrates.
— Administrateur au Bureau d'Aide Sociale.
— Infirmière libérale.
— Mère de deux enfants.

SUPPLÉANT :

Jean-Marc DE PERETTI



— Membre du Comité Directeur du Centre Démocrate.
— Dessinateur industriel dans la métallurgie.
— Père de deux enfants.

Electrices, Electeurs de la troisième circonscription,

Vous êtes mécontents de l'actuel gouvernement. Vous avez été profondément déçus. L'U.D.R. vous avait promis une France heureuse, puissante, une monnaie forte. Vous retrouvez une France divisée, une monnaie affaiblie. Les ménagères, chaque jour, voient les prix augmenter. Les jeunes ne trouvent ni travail, ni logement. Les personnes âgées continuent à recevoir une allocation de misère.

Vous voulez le changement, mais vous ne voulez pas le communisme. Vous voulez conserver vos libertés et ce que vous possédez. Vous ne voulez pas du collectivisme ni de nouvelles nationalisations. Dans le passé vous avez pu voter socialiste, mais cette fois vous ne le voulez plus parce que les socialistes sont devenus les prisonniers des communistes et favorisent leur arrivée au pouvoir.

Ainsi donc, **si vous voulez le changement, vous devez voter massivement REFORMATEUR dès le premier tour.** Seul le REFORMATEUR pourra battre le candidat socialo-communiste au deuxième tour, l'U.D.R. étant trop affaiblie, trop discréditée pour constituer un barrage efficace contre le communisme. Si vous n'êtes ni U.D.R., ni procommuniste, égarer sa voix sur un candidat de division reviendrait à la gaspiller ou à voter contre vos convictions.

Nous proposons des réformes généreuses, mais raisonnables : doublement de l'allocation-vieillesse pour les personnes âgées démunies d'autres ressources, salaire minimum à 1.000 F, indemnisation complète des rapatriés en commençant par les plus âgés, etc. Mais nous sommes les seuls à avoir chiffré ces dépenses et à avoir prévu à l'intérieur du budget national des économies sur d'autres plans et des transferts pour financer ces réformes.

Nous voulons aussi rendre à la France sa santé morale, lutter contre la corruption des milieux politiques, contre l'affairisme, contre l'immoralité croissante qui s'étale dans la société. **Nous voulons protéger la famille** contre ceux qui se font les champions de l'avortement et de la liberté sexuelle. **Nous voulons protéger nos enfants** contre ce pourrissement général qui les menace, rendre à l'école son rôle d'éducatrice et refaire des universités des lieux de paix où l'on travaille et où l'on s'instruit.

NON A L'U.D.R., DISCREDITEE SUR TOUS LES PLANS

CONTRE

— l'usure d'un gouvernement au pouvoir depuis 14 ans.
— la hausse des prix qui a atteint : 50 % en 10 ans.
— le gaspillage scandaleux de l'argent public.
— le développement de l'inflation.
— les « tripotages » financiers des hommes au pouvoir.
— la technocratie opposée à une authentique décentralisation.
— la bureaucratie étouffante.
— les scandales multipliés.

NON AU BLOC SOCIALO-COMMUNISTE

SOCIALISTES + COMMUNISTES = COMMUNISTES

CONTRE

— le programme commun, pour 90 % communiste.
— l'abolition des libertés individuelles et la dictature.
— le collectivisme.
— les nationalisations.
— la prise du pouvoir par les communistes comme à Prague ou à Budapest.

POUR UN PROGRAMME REFORMATEUR ET UN CHANGEMENT DANS L'ORDRE 5 POINTS EN 5 ANS

I) LA SECURITE DE LA VIE

— POUR LES PERSONNES AGEES :
- Avec le doublement de l'allocation vieillesse pour les personnes démunies d'autres ressources.
- le droit à une vraie retraite à 60 ans, pour ceux qui la désirent, notamment les femmes qui travaillent.
- le plafond de l'allocation loyer relevé.

— POUR UNE JEUNESSE PLUS RESPONSABLE :
- la bonne marche de l'enseignement et de la formation permanente.
- le rétablissement de l'ordre dans les Universités, et le retour à des conditions normales du travail intellectuel et de la recherche scientifique.

— POUR L'EPANOUISSEMENT DE LA PERSONNE HUMAINE ET UNE VRAIE JUSTICE SOCIALE :
- avec la stabilité de l'emploi par des contrats garantissant le sort des travailleurs.
- avec des salaires égaux ou supérieurs à 1.000 francs par mois.
- l'égalisation des salaires masculins et féminins.
- l'allocation de salaire unique relevée.
- la remise en ordre de la Sécurité sociale.
- une vraie politique de la Santé.
- l'aide aux handicapés, isolés et veuves.
- la sauvegarde et le développement des libertés publiques et individuelles.
- l'abolition des juridictions d'exception, de garde à vue et de détention abusive.
- le droit à l'information : réforme démocratique de l'O.R.T.F. désormais ouvert à toutes les tendances.

II) L'ARGENT PUBLIC ET LE POUVOIR REGIONAL

— L'ARGENT PUBLIC AU SERVICE DE L'HOMME ET DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS :
- l'amélioration des équipements scolaires.
- le doublement du nombre des classes maternelles dans un délai de 5 ans ; admission des enfants à partir de 2 ans.
- le maintien et l'amélioration des contrats avec l'enseignement libre.
- l'amélioration des équipements sociaux et culturels.
- l'amélioration des conditions de logement.
- l'allocation logement généralisée.
- l'aide différenciée aux personnes qui veulent construire en fonction de leurs ressources et non pas indistinctement à toutes les constructions.
- l'amélioration des équipements de communication.
- une vraie politique de l'environnement et de la protection de la nature : promulguer une réglementation nationale et doter le Ministère compétent d'un budget véritable pour développer les espaces verts.
- la lutte contre les cancers de la vie moderne (drogue, alcoolisme).

— UNE VRAIE REGIONALISATION :
- la Région, collectivité territoriale nouvelle, avec une assemblée élue au suffrage universel, un exécutif régional élu par elle, un budget et des pouvoirs de décision en matière d'aménagement régional.
- le renforcement des pouvoirs et des ressources des communes, des cantons et des départements, la redistribution des ressources fiscales sur le plan régional et local.

III) UNE VRAIE REFORME FISCALE :
- la simplification de la T.V.A. et la suppression des impôts catégoriels.
- la création d'une taxe antispéculative sur les terrains à bâtir, au profit des collectivités locales.
- la suppression des droits sur les petites et moyennes successions, augmentation des prélèvements sur la transmission du grand capital anonyme.
- une politique avantageant l'épargne.
- la lutte contre la fraude fiscale.

IV) UNE ECONOMIE REFORMATRICE :
- la réforme de la structure des entreprises.
- la cogestion dans les grandes entreprises.
- l'amélioration des conditions sociales.
- la distribution des dividendes du progrès.
- l'évolution des circuits de distribution.
- l'agriculture réintégrée dans le circuit économique.
- la création de conseils économiques et sociaux régionaux en liaison avec une vraie régionalisation.
- la restauration des pouvoirs du Conseil économique national.
- une solution positive à la crise du commerce et de l'artisanat.
- la possibilité pour tous d'accéder à la propriété et de créer un patrimoine familial.

V) UNE VERITABLE CHARTE EUROPEENNE.

— POUR UNE EUROPE POLITIQUE AVEC DES INSTITUTIONS POLITIQUES COMMUNES :
- un exécutif chargé des tâches communes.
- un parlement élu au suffrage universel votant le budget et la législation commune.
- un conseil économique et social.
- une monnaie européenne.
- une fiscalité européenne.
- des universités européennes.
- une défense européenne.
- une politique étrangère commune.
- des relations pacifiques avec les grandes puissances.
- des rapports avec le Tiers Monde.

— POUR UN CHANGEMENT DANS L'ORDRE ET UNE REDISTRIBUTION DES RESSOURCES ET DES COMPETENCES DE L'ETAT VERS LES COLLECTIVITES REGIONALES ET LOCALES.
— POUR UNE FRANCE PLUS JUSTE, DANS UNE EUROPE UNIE.

Les cinq prochaines années engagent l'avenir des Français.

Si la politique actuelle devait se poursuivre, on verrait les prix monter encore, les inégalités sociales s'aggraver, la pression fiscale et administrative augmenter.

En cinq ans, tout peut changer, tout doit changer. A condition que vous envoyiez une autre majorité à l'Assemblée.

Les Réformateurs rassemblent les hommes, les moyens et les idées : ils peuvent dès maintenant forger cette nouvelle majorité.

Le Programme Réformateur n'est pas un catalogue de promesses : c'est un **véritable programme de gouvernement. Et un programme chiffré** : le seul. Notre objectif : le changement dans le calme, pour le mieux-être des Français.

C'est vous, personnellement, qui par votre vote imposerez ce changement.

Pour des réformes sociales généreuses dans l'équilibre budgétaire, l'ordre public et la santé morale de la France, votez massivement le 4 mars pour

Simone CASSAGNE-IMBERT

Vu, le candidat

I.A.M. - Marseille